

et pourquoi maintenant ?

Ces quelques repères conceptuels et politiques nous éclairent sur les attitudes des pays arabes face à la mondialisation et leurs rapports avec l'Occident. Cet éclairage nous permet de mieux saisir les différences entre les processus qui se déroulent en Tunisie, en Égypte, douloureux certes, mais sans commune mesure avec le carnage en Syrie qui se fait avec la bénédiction de pays arabes valets des Occidentaux. Il est visible que ce carnage est dû à la position de la Syrie sur l'échiquier de la région. La Syrie, ami de l'Iran, bête noire de l'Arabie et ennemi irrédutable d'Israël, constitue un obstacle fort gênant pour les rêves fous de ces pays qui fondent leur identité et leur histoire sur la religion. Il faut donc donner la place qu'il mérite à chaque paramètre.

Il faut comprendre pourquoi tel paramètre est opératoire ici et impuissant ailleurs. Il faut comprendre pourquoi de tels facteurs se combinent et que la mayonnaise finit par prendre. Enfin, pourquoi des facteurs internes se conjuguent avec des éléments externes dans un pays et pas dans un autre.

Pourquoi la guerre maintenant ?
Une guerre ne se déclenche pas sur un coup de tête, elle n'est déclenchée que lorsque des intérêts des pays sont menacés, quand des puissances se lan-

cent dans une aventure qui peut rapporter gros comme on dit vulgairement. Les guerres ininterrompues depuis la première guerre du Golfe en 1991 sont le produit de cet ouragan appelé «mondialisation».

Chaque acteur de la scène du Moyen-Orient noue des alliances dans la région. Les uns pour se protéger, les autres pour maintenir leurs intérêts convoités par d'autres. Tant qu'un équilibre n'est pas trouvé entre les nouvelles puissances et les anciennes qui ne veulent rien lâcher de leurs privilèges, les guerres semblent être le nouvel horizon dans cette région du monde. Hier, c'est le pauvre Irak en train de se fortifier qui a été perçu comme un danger. Aujourd'hui, le «méchant» Iran cherche à se développer jusqu'à construire une industrie du nucléaire. Et ça fait peur à qui ? Tiens tiens ! A l'Arabie Saoudite et Israël. Et comme on ne peut pas surprendre l'Iran comme le naïf Saddam Hussein, on commence par le couper de ses alliés du coin, l'isoler pour mieux le

La chute des deux superpuissances va fragiliser tous ces pays. Il y aura les orphelins comme Saddam Hussein et Kadhafi abandonnés par la Russie encore malade de l'écclatement de l'URSS et des frasques de son guignol Eltsine. Les roitelets et autres princes d'opérette se jetteront carrément dans le lit des Etats-Unis, incapables de défendre leurs frontières et paralysés par la peur panique de leurs peuples.

défaire. Et la pauvre Syrie paie pour que les sentinelles de l'obscurantisme, l'Arabie Saoudite et Israël atteignent leurs objectifs. Mais pour toutes ces puissances qui s'agitent, les aventures guerrières aujourd'hui sont plus risquées. Poutine n'est pas Eltsine, et les Iraniens ne sont-ils pas les inventeurs du jeu d'échec qui comporte comme on le sait d'innombrables combinaisons possibles. Mais surtout les peuples du monde arabe sont sortis et n'évacueront plus les places publiques. Après moult sacrifices, ces peuples finiront par imposer l'équilibre qui leur sied.

L'Asie a bien imposé le respect à l'arrogant Occident. Cet objectif est à la portée du monde arabe. Ce monde comme l'Asie est l'héritier d'une grande civilisation, il n'y a aucune raison de ne pas parvenir à se faire respecter. Pour cela, il faut avoir en tête le déclin du monde arabe après la chute de Grenade. Cela est possible si on sait «négocier» notre rôle dans la mondialisation et nous en

défendre. Si on ouvre les vannes de la connaissance, si on cesse ces rivalités et guéguerres qui se nourrissent des balivernes du tribalisme, du chauvinisme et autre philosophie de Monoprix etc. Si on fait tout ça, les rodomontades du père fouettard F. Hollande qui veut punir un pays dont l'âge se confond avec celui du Temps, ne nous feront pas peur, elles nous feront plutôt rire. Punir, il a sorti ce mot de l'arsenal du vocabulaire religieux du temps où les papes et les rois de droit divin punissaient les récalcitrants qui osaient les défier. Il oublie juste que nous sommes au XXI^e siècle. Il devrait se souvenir que le socialisme auquel en principe il adhère est né au XIX^e siècle, précisément pour dénoncer et abattre le capitalisme dont il est aujourd'hui le petit soldat et le supplétif du grand frère américain ayant lui-même quelque parenté avec l'Afrique esclavagisée par le même capitalisme.

A. A.
*) L'Iran, bien que République islamique, n'a pas au mis au rancart son nationalisme ni oublié sa grandeur depuis Darius.
**) J'ai écrit ici même des articles sur les bouleversements dans le monde arabe pour ne pas revenir ici par le détail.

CHARTRE DES VALEURS DE PAULINE MAROIS

Les Maghrébins du Québec inquiets

Depuis l'annonce par Pauline Marois, chef du Parti québécois et Première ministre du Québec, du contenu de son projet de la charte des valeurs québécoises, rien ne va plus dans la province qui accueille le plus de Maghrébins.

La charte des valeurs québécoises est un projet de charte établissant les valeurs du Québec. Il s'agit d'une initiative du gouvernement de Pauline Marois, dont le contenu a été dévoilé le 10 septembre. Cette charte relève du ministre des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne, Bernard Drainville, qui doit la présenter dans environ un mois. La charte, qui veut rétablir les valeurs québécoises et ses principes laïques, vise donc à supprimer tous les signes ostensibles religieux de la place publique. Cela s'entend, exclure des emplois de la fonction publique, soit les institutions publiques, notamment dans l'appareil gouvernemental, les municipalités, les commissions scolaires (écoles primaires et lycées) et les centres de santé, jusque dans les garderies du milieu familial, soit les éducatrices qui travaillent chez elles, toute personne portant un signe ostensible religieux. Donc, croix pour les chrétiens, kipa pour les juifs, turban pour les sikhs, foulard pour les musulmanes sont mis à l'index dans cette charte. Or, le contenu de cette charte ne s'arrête pas qu'aux signes religieux, il va au-delà de ces considérations et même au-devant d'une confrontation sociale. D'un autre côté, cette charte fait dans une contradiction flagrante vu qu'elle vise notamment à protéger et ne pas toucher donc laisser en place le grand crucifix qui se trouve à l'Assemblée nationale. Cette

charte divise déjà un Québec très fragile, socialement parlant, au regard de ses propres luttes internes pour maintenir sa langue, sa souveraineté et son indépendance. Plusieurs manifestations contre cette charte commencent à s'organiser, comme cette première marche qui a eu lieu le 14 septembre dernier dans les rues de Montréal et qui a drainé près de 9 000 manifestants pour clamer haut et fort leur opposition au projet de charte des valeurs québécoises. En dépit du nombre, cet événement n'a pas eu l'adhésion de toutes les parties concernées en raison du caractère trop intégriste et radical accolé à ses organisateurs, soit le Collectif québécois contre l'islamophobie qui n'a pas de statut légal et dont le porte-parole, Adil Charkaoui, a déjà été arrêté et incarcéré dans le passé pour fait de terrorisme au Québec.

Ce collectif a eu l'appui de certains religieux radicaux, comme l'imam Salam Elmenyawi avait fait des démarches auprès du ministère de la Justice en 2004 pour instaurer au Québec une cour islamique, soit un tribunal de médiation et d'arbitrage basé sur la charia. D'autres groupes et collectifs musulmans, sikhs et juifs ont décliné leur participation à cette marche même s'ils sont contre cette charte pour ne pas cautionner les organisateurs qui, selon eux, font dans la récupération politique alors que les enjeux vont au-delà de l'aspect religieux, car ils sont notamment économiques et socioculturels. D'autres manifestations sont toutefois prévues dans les jours à venir.

La charte des valeurs québécoises, nommée la charte de la honte, divise toute la société québécoise avec ses sensibilités politiques, religieuses, intellectuelles. Certaines actions sont déjà mises

en branle pour la dénoncer comme la marche citée plus haut. Le manifeste pour un Québec inclusif, initié par un groupe d'opposants au projet de charte des valeurs québécoises, formé de membres issus des milieux juridiques, philosophiques et journalistiques et qui a déjà été signé par quelque 3 000 signatures en 24 heures de plusieurs intellectuels de tous les horizons politiques, fédéralistes et souverainistes, comme l'avocat Rémi Bourget, le constitutionnaliste Frédéric Bérard, la professeure de philosophie Ryoa Chung et la journaliste Judith Lussier.

Les signataires s'inquiètent, notamment «des conséquences néfastes qu'une telle politique de discrimination aura envers certains de nos concitoyens les plus vulnérables en leur retirant des droits fondamentaux», peut-on lire dans le communiqué. Cette charte, si elle venait à être appliquée, serait un désastre socioculturel et économique pour des centaines de personnes. Cette crainte est celle surtout des femmes musulmanes portant le voile, rencontrées lors de la manifestation de samedi dernier. Elles estiment qu'elles sont les premières à pâtir de cette charte. Elles seraient exclues de la société, ce qui touche à leur possible intégration et même remet en cause leur intégration et autonomie pour celles qui occupent déjà un emploi dans les institutions publiques. C'est leur confisquer leurs droits et mettre en péril leurs chances d'équité et d'égalité. L'interdiction du port des signes religieux touchera en grande partie les femmes musulmanes qui sont les plus visibles, sachant que, pour l'homme musulman, le problème ne se pose pas vu que la barbe n'est pas considérée

De Montréal, Nassira Belloula
comme un signe religieux. De son côté, B'nai Brith Canada, groupe de pression qui défend les intérêts de la communauté juive, entend contester devant les tribunaux le projet de charte proposé par le gouvernement Marois, s'il est adopté dans sa forme actuelle à l'Assemblée nationale. De son côté, la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain a rejeté la charte des valeurs québécoises, du moins dans sa version actuelle, et demande au Québec d'adopter une approche plus inclusive. Son président dénonce particulièrement l'interdiction de porter des signes religieux ostentatoires, ce qui toucherait directement de nombreux immigrants alors que les entreprises ont besoin de main-d'œuvre.

Dans d'autres provinces du Canada, on peut voir les réactions du maire de Calgary qui dénonce ce projet en lançant une invitation à tous les Canadiens de s'installer dans sa ville, ce qui donne une chance à tous, sans discrimination. Réaction aussi dans une publicité lancée jeudi : un hôpital de la grande région de Toronto utilise le controversé projet de charte des valeurs du gouvernement Marois qui interdirait le port de signe religieux dans le secteur public pour recruter du personnel. «Nous nous fichons de ce que vous avez sur la tête, nous nous soucions de ce qu'il y a à l'intérieur», peut-on lire sur l'affiche qui présente une femme avec un hijab.

La première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, a déjà affirmé qu'il était important, selon elle, de préserver la nature inclusive de la société canadienne et que toute attaque de cette inclusion devait être combattue.

N. B.